

# RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TENNIS DE TABLE DES DEUX-SÈVRES

## TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 1 – Objet

Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser le fonctionnement interne du comité départemental des Deux-Sèvres de Tennis de Table. Il est établi en application des statuts. En cas de divergence entre ceux-ci et le règlement intérieur fédéral ou en cas de difficulté d'interprétation, les statuts ont la prééminence.

### Article 2 – Conditions d'affiliation

Toute association civile déclarée selon la Loi du 1er Juillet 1901 dont le siège social est situé dans le département des Deux-Sèvres, qui désire s'affilier doit en faire la demande à la Fédération française de tennis de table (FFTT) par l'intermédiaire de la Ligue Nouvelle-Aquitaine de Tennis de Table suivant les conditions fixées par les statuts, le règlement intérieur et les règlements généraux de la FFTT.

L'association doit être en règle avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

## LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

### Article 3 – Délégués des associations

L'Assemblée générale du comité départemental est constituée par les représentants directs des associations du comité départemental. Chaque association délègue à l'Assemblée générale soit son Président, soit un représentant élu selon les modalités prévues à l'article 5.4 des statuts du Comité départemental.

Chaque association dispose d'un nombre de voix déterminé par le barème figurant à l'article 5.3 des statuts du Comité départemental selon le dernier nombre de licences validées et payées à la date fixée par le comité directeur départemental.

Les délégués des associations doivent avoir seize ans révolus, jouir de leurs droits civiques (s'ils sont majeurs) et être licenciés avec une licence traditionnelle à l'association qu'ils représentent. Les délégués des associations exclusivement corporatives doivent avoir seize ans révolus, jouir de leurs droits civiques (s'ils sont majeurs) et avoir la qualification corporative pour l'association qu'ils représentent, peu importe qu'ils soient licenciés de cette association ou d'une association "libre".

Le vote par procuration n'est pas autorisé.

### Article 4 – Dates des réunions

L'Assemblée générale du comité départemental se réunit au moins une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par son Président, soit à la demande du Conseil fédéral ou du Conseil de ligue ou du Comité directeur départemental, soit à la demande du tiers au moins des associations de la ligue, représentant au moins le tiers des voix.

L'Assemblée générale du comité départemental qui doit également renouveler les membres de son Comité directeur départemental, doit se tenir au plus tard deux semaines avant celle de la ligue, lorsque l'Assemblée générale de la Ligue doit renouveler les mandats des membres de son Conseil de ligue.

Sa date est fixée par décision du Comité directeur départemental et publiée au moins deux mois à l'avance par tous moyens que le Comité directeur décide.

Lors de cette Assemblée, il est procédé à l'élection ;

- d'un délégué et d'un suppléant pour assister aux Assemblées générales de la FFTT ;
- d'un représentant au Conseil de ligue. .

Les délégués et leurs suppléants doivent être licenciés à la FFTT, avoir atteint la majorité légale, jouir de leurs droits civiques et être obligatoirement membres du Comité directeur départemental.

### **Article 5 – Droit d'assister**

Toute personne, en dehors de celles prévues à l'article 5 des statuts, peut y assister, sans voix consultative ou délibérative, sauf objection exprimée par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres présents.

### **Article 6 – Présidence**

La présidence de l'Assemblée générale est assurée par le Président du comité départemental des Deux-Sèvres, assisté des membres du Comité directeur départemental. Elle peut, toutefois, être attribuée, exceptionnellement et provisoirement, à un membre du Conseil fédéral ou du Conseil de ligue par décision de ces derniers.

### **Article 7 – Ordre du jour**

L'ordre du jour de l'Assemblée générale est établi au plus tard quinze jours avant sa réunion et mis à la disposition des associations. Les membres qui désirent faire des propositions doivent les adresser au Comité directeur départemental, un mois au moins avant la réunion.

### **Article 8 – Validité des décisions**

L'Assemblée générale peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Une feuille de présence est signée par tous les délégués des associations, régulièrement mandatés.

Les décisions sont prises à la majorité simple. Toutefois, les modifications aux statuts du Comité départemental doivent, pour être décidées, satisfaire aux dispositions de l'article 21.1 des statuts du comité départemental.

### **Article 9 – Déroulement des séances**

L'Assemblée générale annuelle entend les rapports sur la gestion du Comité directeur départemental, sur sa situation financière et sportive. Elle approuve les comptes de la saison écoulée et vote le budget prévisionnel, qui lui ont été communiqués en temps utile, et pourvoit, s'il y a lieu, à l'élection des membres du Comité directeur départemental et de son Président.

Dans le mois qui suit l'approbation par l'Assemblée générale du comité départemental, le Président doit adresser au siège de la FFTT le rapport sur la gestion et la situation financière et sportive du comité départemental.

Elle ne peut délibérer que sur les questions mises à l'ordre du jour.

## **LES ÉLECTIONS**

### **Article 10 – Candidatures au Comité directeur départemental**

10.1 - L'appel à candidature est publié dans les conditions fixées par le Comité directeur départemental sous la responsabilité de son Président.

10.2 - Les candidatures au Comité directeur départemental sont rédigées sur papier libre en indiquant le numéro de la licence traditionnelle ainsi que le nom de l'association d'appartenance. Elles doivent être adressées de façon impersonnelle au Président du comité départemental à une date fixée par Comité directeur départemental au moins trois semaines avant celle fixée pour les élections.

10.3 - Les candidatures doivent être accompagnées d'une fiche de présentation du candidat qui peut être retirée au siège du comité départemental.

Une lettre de confirmation de prise en compte de la candidature est adressée par le Président à chaque candidat.

10.4 - Seules sont candidates les personnes de seize ans révolus, ne rentrant pas dans la liste des impossibilités prévues à l'article 7.3 des statuts du Comité départemental et licenciées à la FFTT au titre d'une association du Comité départemental.

10.5 - Les membres sortants sont rééligibles.

### **Article 11 – Élection des membres du Comité directeur départemental**

Après le dépouillement, les candidats au Comité directeur départemental sont classés par ordre décroissant selon le nombre de voix obtenues et les 20 personnes maximum ayant obtenu le plus de voix sont élues à condition qu'il y ait parmi elles :

- un médecin ;
- au moins 25 % de personnes de chaque sexe.

Concernant les appartenances multiples, il n'y a pas de choix à faire entre les catégories concernant les intéressés (exemple : une féminine peut être médecin et sera alors visée par les deux conditions).

Dans le cas où la composition prévue ci-dessus ne peut pas être respectée, les postes concernés doivent être laissés vacants.

### **Article 12 – Élection du Président du Comité départemental**

Dès la fin de la proclamation des résultats, le Président de séance suspend l'Assemblée générale et invite les nouveaux membres du Comité directeur départemental à se réunir afin de proposer un candidat à la présidence aux suffrages de l'Assemblée générale.

Le doyen d'âge des élus du nouveau Comité directeur départemental prend la direction de la réunion. Il sollicite la déclaration d'éventuels candidats. Qu'il y en ait un ou plusieurs, il

soumet cette ou ces candidatures au vote à bulletin secret à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés et des bulletins blancs aux membres du comité directeur.

Après le choix du Comité directeur départemental, le doyen d'âge prend alors la présidence de l'Assemblée générale, déclare la séance reprise et propose le candidat du Comité directeur départemental aux suffrages de l'Assemblée générale.

Après le vote et le dépouillement, les scrutateurs remettent le procès-verbal de dépouillement au Président de séance qui donne lecture des résultats et proclame, s'il y a lieu, le candidat Président du Comité directeur départemental élu.

Pour être élu, le candidat doit recueillir au scrutin secret la majorité absolue des suffrages valablement exprimés et des bulletins blancs.

Dans le cas contraire, le Comité directeur départemental se retire à nouveau en réunion et propose un nouveau candidat et ainsi de suite jusqu'à ce que l'Assemblée générale élise un Président.

Au cours d'une même Assemblée générale, un candidat ne peut être présenté qu'une seule fois aux suffrages de celle-ci. En cas d'absence de candidat ou de rejet par l'Assemblée générale de toutes les candidatures, le doyen d'âge assure l'intérim jusqu'à l'organisation d'une nouvelle Assemblée générale chargée d'élire un Président qui doit être convoquée dans un délai maximal de trois mois.

Dès la proclamation de son élection, le nouveau Président prend la direction de l'Assemblée générale.

### **Article 13 – Élections et Nominations aux autres responsabilités**

Le Comité directeur départemental, dès son élection par l'Assemblée générale, élit pour la durée du mandat :

1 - en son sein obligatoirement :

- *un Vice-président délégué ;*
- *2 Vice-présidents ;*
- le Secrétaire général ;
- *le Secrétaire général adjoint ;*
- le Trésorier général ;
- *le Trésorier général adjoint.*

*Sur proposition du Président départemental des Deux-Sèvres*

2 - en son sein, dans la mesure du possible, les présidents des Commissions.

Il y a incompatibilité entre les fonctions de Président du Comité départemental, d'une part, et celles de Secrétaire général du Comité départemental, de Trésorier général du Comité départemental, d'autre part.

## **TITRE II : L'ORGANISATION DU COMITE DEPARTEMENTAL**

### **Article 14 – Fonctionnement général**

La Comité départemental dispose pour son fonctionnement général :

- 1 - d'un Comité directeur départemental au sein duquel on trouve le Bureau chargé des affaires courantes et/ou urgentes ;
- 2 - des Commissions pour préparer les dossiers fondamentaux ;
- 3 - d'une administration sous la responsabilité du Président et du Secrétaire général ;

4 - de cadres techniques professionnels et bénévoles ;

Le Président peut donner une délégation partielle, permanente ou temporaire aux Vice-présidents, exceptionnellement à un autre membre du Comité directeur départemental, pour agir au nom du département.

Il peut confier des missions d'études sous les mêmes conditions.

## **1 - LE COMITE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL**

### **Article 15 – Compétences**

Le Comité départemental est dirigé par un Comité directeur départemental qui, dans les limites des pouvoirs délégués par le Conseil fédéral de la FFTT, a dans ses attributions toutes les questions se rapportant à l'organisation, à la coordination, au contrôle et au développement du Tennis de Table sur le territoire du Comité départemental.

Notamment :

- il veille à la stricte application des règles du jeu, des règlements fédéraux et des décisions du Conseil fédéral ;
- il organise les épreuves prévues par les règlements fédéraux, régionaux et départementaux, les rencontres de sélection de toutes les épreuves et manifestations utiles à la diffusion et à la progression du Tennis de Table ;
- il entretient toutes relations utiles avec les organismes sportifs départementaux, français et éventuellement étrangers ;
- il s'occupe des dossiers financiers CNDS, de l'équipement, des relations avec le Comité départemental Olympique et Sportif et la Direction départementale de la cohésion sociale ;
- il peut prononcer toute sanction sportive ;
- il procède à la désignation des commissions, de l'instance régionale de discipline, de lutte contre le dopage et des membres du Conseil de l'ordre ;
- il arrête les comptes annuels et les transmet au commissaire vérificateur ;
- il assure, si nécessaire, la liaison entre la FFTT et les clubs de son territoire.

### **Article 16 – Présidence des réunions**

Le Président du Comité départemental préside les réunions du Comité directeur départemental. En l'absence du Président, la séance est présidée par le Vice-président délégué ou, à défaut dans l'ordre, le plus âgé des Vice-présidents présents, par le Secrétaire général, par le Trésorier général ou, enfin par le plus âgé des membres présents.

### **Article 17 – Déroulement des séances**

#### **17.1 - Ordre du Jour**

Le Président, avec le Secrétaire général, établit l'ordre du jour du Comité directeur départemental et l'adresse à ses membres au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas de situation exceptionnelle.

À l'ordre du jour sont inscrits les sujets concernant l'activité, la gestion et la politique générale du Comité départemental, les objectifs, les moyens et les résultats.

En cas d'absence du Secrétaire général, le Président de séance désigne un membre présent pour établir le procès-verbal de la séance.

Après adoption du procès-verbal de la séance précédente ou le rappel de son adoption, le Président donne lecture de l'ordre du jour.

### 17.2 - Déroulement de la séance

Les membres du Comité directeur départemental peuvent proposer des sujets supplémentaires aux questions inscrites ou des modifications à l'ordre du jour dans lequel elles seront examinées. Il est fait droit à toute demande réunissant au moins le tiers des voix des membres présents.

Une fois l'ordre du jour épuisé, le Comité directeur départemental peut mettre à l'examen toute autre question de son choix et décider d'entendre toute communication ou proposition nouvelle. Après audition de son auteur, une telle proposition peut être discutée de suite, renvoyée à la Commission compétente pour étude ou mise à l'ordre du jour de la séance suivante.

Le Président assure personnellement la conduite des séances. Il doit, sur chaque question, assurer le droit de parole, à tour de rôle, à tous les membres qui en font la demande. Il a qualité pour prononcer les rappels à l'ordre avec ou sans inscription au procès-verbal.

L'exclusion temporaire de la séance ne peut être prononcée que par le Comité directeur départemental au scrutin secret et à la majorité des deux tiers des membres présents.

Le Président peut suspendre la séance mais il ne peut la lever avant l'épuisement de l'ordre du jour, qu'avec l'accord de la majorité des membres présents.

Avant de lever la séance, le Comité Départemental fixe, si nécessaire, la date et le lieu de la séance suivante.

Toute proposition soumise au vote est agréée si elle réunit la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage égal des voix lors d'un vote à main levée, la voix du Président de séance est prépondérante.

Sur la demande d'un membre présent, le Comité directeur départemental peut décider que le vote se fera au scrutin secret. Il a lieu au scrutin secret, notamment lorsqu'un des membres du Comité directeur départemental est personnellement intéressé à la décision à prendre.

### 17.3 - Procès-verbal

À la fin de chaque séance est rédigé un procès-verbal faisant office de compte-rendu

Ce procès-verbal est adressé aux membres du Comité directeur départemental par courrier postal ou électronique pour relecture dans un délai de huit jours maximum. Avec les modifications qui lui ont été éventuellement apportées sur observations des membres du Comité directeur départemental ayant assisté à la séance, le Président le renvoie pour approbation dans un délai de huit jours maximum, au plus tard le jour de la séance suivante. Il est signé par le Président et le Secrétaire général.

Les procès-verbaux, après adoption, sont établis sans blanc ni rature sur des feuilles numérotées et conservés au siège du Comité départemental. Ils sont communiqués aux associations sportives affiliés par l'une des publications officielles du Comité départemental.

## **Article 18 – Préparation de l'assemblée générale**

Le Comité directeur départemental fixe la date des Assemblées générales et la publie au moins deux mois à l'avance par tous les moyens qu'il décide lui-même. Il en arrête l'ordre du jour qui est publié au plus tard quinze jours avant sa réunion.

## **Article 19 – Absence**

Tout membre du Comité directeur départemental qui a, sans excuse, manqué à trois séances consécutives du Comité directeur départemental perd sa qualité de membre du Comité directeur départemental.

## **Article 20 – Attributions**

Le Comité directeur départemental a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration financière, technique et la direction morale du Comité départemental. Il peut déléguer ses pouvoirs au Bureau dans les conditions prévues par l'article 24 du présent règlement.

## **Article 21 – Motion de défiance**

21.1 - Une motion de défiance peut être déposée à l'encontre du Comité directeur départemental conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts.

Le vote ne peut avoir lieu que quinze jours au moins et deux mois au plus après le dépôt de la motion de défiance au siège du Comité départemental.

Pour l'Assemblée générale extraordinaire prévue pour le vote de la motion de défiance, le Président du Comité départemental doit demander au Président de la FFTT la présence d'un délégué du Conseil de ligue.

L'adoption de la motion de défiance entraîne la démission du Comité directeur départemental et le recours à de nouvelles élections.

21.2 – En cas d'adoption de la motion de défiance, Le délégué du Conseil de ligue prend alors la Présidence de l'Assemblée générale. Il demande à l'Assemblée générale de désigner en son sein des membres devant composer la Commission de gestion provisoire du Comité départemental.

La Commission de gestion provisoire du Comité départemental est chargée :

- de liquider les affaires courantes. Pour ce faire, elle doit s'entourer de toutes les personnes qu'elle juge utiles pour l'aider dans sa tâche ;
- d'organiser les nouvelles élections au Comité directeur départemental dans un délai maximum de trois mois à compter de la date du vote de la motion.

Les fonctions de la Commission de gestion provisoire du Comité départemental prennent fin avec l'élection d'un nouveau Comité directeur départemental.

## **2 - LE BUREAU DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL**

### **Article 22 – Composition**

Le Bureau se compose :

a) de membres de droit : le Président, le Vice-président délégué, le Secrétaire général, le Trésorier général, le Secrétaire général adjoint, le Trésorier général adjoint ;

b) du Responsable de la Branche compétition sur proposition du Président et élu au scrutin secret par le Comité directeur départemental.

Le nombre des membres élus est proposé par le Président à l'approbation du Comité directeur départemental.

Les membres de droit doivent être majeurs.

## **Article 23 – Élections**

Les membres du Bureau sont élus pour la durée du mandat à la majorité absolue des membres présents au premier tour et à la majorité simple ensuite, au cours de la séance du Comité directeur départemental qui suit l'Assemblée générale où il a été procédé au renouvellement total des membres du Comité directeur départemental et à l'élection du Président du Comité départemental.

Les membres sortants sont rééligibles.

Une élection partielle a lieu dans les mêmes conditions chaque fois qu'un poste au moins de membre du Bureau, autre que celui du Président, se trouve vacant, au cours de la première réunion du Comité directeur départemental qui suit cette vacance. Le mandat du ou des nouveaux élus prend fin à l'expiration de celui des autres membres du Bureau.

## **Article 24 – Convocation - compétences**

Le Bureau se réunit au moins une à trois fois par an sur convocation du Président du Comité départemental.

Le Président peut également y convoquer, à titre consultatif, toutes les personnes dont il estime nécessaire la présence temporaire en fonction de l'ordre du jour.

Il est habilité à prendre toutes décisions d'administration courante et toutes dispositions d'urgence.

En cas d'extrême urgence, le Président prend toutes décisions après avoir pris l'avis, par téléphone ou par courriel, le cas échéant, du Vice-président délégué, du Secrétaire général et du Trésorier général. Il en informe les membres du Bureau.

Il appartient également au Président de rendre compte au Comité directeur départemental de l'activité du Bureau.

## **Article 25 – Délibérations**

Les règles prévues à l'article 17 du présent règlement pour les délibérations du Comité Départemental sont applicables aux délibérations du Bureau.

Après avoir délibéré, le Bureau peut décider de soumettre au Comité directeur départemental pour attribution toute question dont il est saisi.

## **Article 26 – Le Président**

Outre les pouvoirs que lui confèrent les statuts, le Président a autorité sur le personnel administratif et technique salarié du Comité départemental en lien avec le Secrétaire général.

Il a particulièrement la charge des relations avec les personnalités et organismes extérieurs et de l'animation, de la coordination et du contrôle de toutes les branches d'activités.

Il peut déléguer certains de ses pouvoirs à un membre du Bureau.

## **Article 27 – Le Vice-Président délégué**

Le Vice-président délégué est chargé, en cas d'absence momentanée et prévue du Président du Comité départemental, de l'exercice de toutes les responsabilités inhérentes à la fonction de Président.



Outre les rôles définis par les statuts et les délégations permanentes ou temporaires qu'ils peuvent recevoir, les Vice-présidents (responsable de branches) sont chargés de l'animation, de la coordination et du contrôle des activités des différentes commissions.

### **Article 28 – Le secrétaire général**

Il est chargé, sous l'autorité et le contrôle du Comité directeur départemental et du Bureau, de l'administration du Comité départemental.

Il est responsable du secrétariat administratif sur lequel le Président a autorité. Il veille au bon fonctionnement des instances départementales. Il s'occupe notamment du suivi des commissions pour lesquelles il a mission.

Il prépare les réunions des Bureaux, des Comités directeurs départementaux et des Assemblées générales.

Il propose au Président les ordres du jour et les procès-verbaux correspondants.

Il est responsable avec le Président du comité de l'établissement du calendrier départemental qu'il propose à l'approbation du Comité directeur.

### **Article 29 – Le trésorier général**

Il est responsable de l'établissement de la comptabilité journalière.

Il effectue et contrôle toutes les opérations financières.

Il s'assure de la rentrée des ressources dans les délais fixés.

Il établit un bilan financier pour chaque action spécifique (stages, organisation, ...).

Il établit les résultats d'exercices et bilans qu'il communique dans les délais prévus aux commissaires.

En aucun cas, le Trésorier général ne peut recevoir délégation pour l'ordonnance des dépenses.

## **3 - LES COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES**

### **Article 30 – Mise en place**

Les différentes Commissions ou poste d'activité sont réunies en 3 branches :

- Politique ;
- Animation ;
- Gestion.

Le Comité directeur départemental met en place les commissions départementales qu'il juge nécessaires au bon fonctionnement du Comité départemental.

Il nomme, en son sein de préférence et sur proposition du Président, les présidents de chacune des commissions pour la durée du mandat.

Les Commissions sont chargées d'assurer les tâches qui leur sont dévolues par le Comité directeur ou le Bureau. Leur cahier des charges respectif calqué sur celui des Commissions fédérales et régionales est confirmé par écrit.

Elles donnent des avis mais peuvent toutefois prendre des décisions dans la limite des pouvoirs qui leur sont délégués par le Comité directeur.

### **Article 31 – Composition**

Les commissions départementales sont composées de trois membres au moins. Ce nombre est fonction de l'importance des missions qui leur sont confiées.

Les candidatures aux fonctions de membres des commissions doivent parvenir par écrit au siège du Comité départemental, sur papier libre dans les trois semaines qui suivent l'Assemblée générale électorale. Le Président de chaque commission établit la liste des membres qu'il retient et la soumet à l'agrément du Bureau du Comité départemental, au plus tard un mois après sa nomination.

Les membres des commissions départementales doivent être licenciés à la FFTT.

Il sera procédé le plus rapidement possible au remplacement des membres défectueux pour quelque cause que ce soit.

### **Article 32 – Réunions**

Chaque commission se réunit sur convocation de son Président.

Le Président de la commission préside les séances. En son absence, la présidence est assurée par le plus âgé des membres présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage égal des voix, la voix du Président de séance est prépondérante.

Il est établi un compte-rendu de chaque réunion.

### **Article 33 – Comptes rendus**

Le Président de chaque commission remet au secrétariat du Comité départemental avec copie au Secrétaire général dans les quinze jours, et immédiatement en cas d'urgence, le compte-rendu de chaque réunion et les avis ou décisions prises.

### **Article 34 – Rôle des commissions**

Les commissions mises en place par le Comité directeur départemental doivent donner des avis sur les études et les travaux qu'il leur a confiés. Elles peuvent toutefois prendre des décisions dans les limites des pouvoirs qui leur sont délégués par le Comité directeur départemental.

### **Article 35 – Commissions**

#### **35.1 - Commission Départementale de l'Arbitrage**

Elle assure la promotion de l'arbitrage au sein du département.

Elle veille à l'application des règles de jeu et prononce toutes les mesures nécessaires – qui sont de son ressort - envers les juges-arbitres et les arbitres défectueux dans l'exercice de leur fonction lors des compétitions départementales.

Elle désigne les juges-arbitres et arbitres nécessaires au déroulement des épreuves départementales.

Sur demande de la commission fédérale d'arbitrage ou de la commission régionale d'arbitrage, elle désigne les juges-arbitres et arbitres nécessaires au déroulement des épreuves interdépartementales, interrégionales et nationales se déroulant sur le territoire du département.

### 35.2 - Commission Sportive départementale

Elle assure toutes les actions nécessaires au lancement et au déroulement des épreuves sportives départementales.

Elle établit le cahier des charges des organisations départementales et rédige les conventions d'organisation.

Elle procède aux appels à candidature et attribue chaque organisation en fonction des conditions proposées et du souhait émis par le candidat organisateur.

Elle s'assure du respect de l'application de la convention et du suivi financier des épreuves départementales.

Elle établit les projets de règlements sportifs, ou leurs modifications, qu'elle soumet à la rédaction de la Commission Départementale Statuts et Règlements avant approbation par le Comité directeur départemental. Elle en contrôle l'application et règle les litiges qui s'y rapportent.

Elle participe à l'établissement du projet de calendrier sportif qui est soumis à l'approbation du Comité directeur départemental.

### 35.3 - Commission Départementale Statuts et Règlements

Elle veille au respect des Statuts et Règlement intérieur et en prépare les modifications qu'elle soumet au Comité directeur départemental avant qu'ils ne soient proposés à l'Assemblée générale.

Elle élabore tous les règlements nécessaires au fonctionnement des organes du Comité départemental en conformité avec les règlements fédéraux. Elle en suit l'application, en assure l'interprétation et renseigne la commission chargée de régler les litiges sportifs. Elle propose éventuellement, en accord avec les commissions intéressées, les modifications à y apporter.

Elle règle les litiges administratifs.

Elle étudie les demandes de fusion de son ressort pour présentation au Comité directeur départemental.

### 35.4 – Branche Politique :

Elle dirige et oriente la politique du Comité Départemental sous couvert du Bureau Directeur.

Elle se compose des différents postes suivants :

- Finances et Salariés,
- Statuts et Règlements
- Conseil de l'Ordre.

### 35.5 – Branche Animation :

Elle gère les compétitions spécifiques organisées par le Comité et cherche à développer la Participation et la Promotion.

Elle se compose des différents postes suivants :

- Compétitions Jeunes (Premier Pas Pongiste, Interclubs, Grand Prix Jeunes, etc) ;
- Commission Promotion ;
- Commission Technique Départementale ;
- Commission d'Arbitrage ;
- Commission des Tournois ;

35.6 – Branche Gestion :

Elle gère les compétitions traditionnelles, habituelles organisées par le Comité et cherche à développer la participation.

Elle se compose des différents postes suivants :

- Championnat de France par équipes masculins et féminins,
- Coupes des Deux-Sèvres et Conseil Départemental ;
- Coupe Féminine ;
- Critérium Fédéral (épreuves individuelles) et Vétérans ;
- Loisirs et Tournois des clubs ;
- Commission Féminine ;
- Commission Sportive.

Elle gère les compétitions traditionnelles, habituelles organisées par le Comité et cherche à développer la participation.

## **4 – AUTRES ORGANES**

### **Article 36 – Missions et groupes de travail**

Le Président du Comité départemental peut créer des missions permanentes ou temporaires et des groupes de travail correspondant aux actions nécessaires pour mener à bien la politique départementale.

Pour ce faire, il désigne des chargés de missions et des responsables de groupe.

### **Article 37 – Comité de sélection**

Il est chargé de la sélection des joueurs pour les stages départementaux et pour les épreuves extérieures auxquelles le Comité départemental est appelé à participer.

Le Président de la commission technique est chargé de l'organisation de la sélection en collaboration avec les membres de la commission technique.

## **12 - LE DÉLÈGUE DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL**

### **Article 38 – Nomination**

Chaque année, en début de saison, le Secrétaire général et le Président de la Commission chargée des organisations établissent la liste des épreuves pour lesquelles un délégué du Comité départemental pourra être désigné.

Cette liste est envoyée à tous les membres du Comité directeur départemental qui doivent choisir les épreuves pour lesquelles ils souhaiteraient être désignés en tant que délégué et renvoyer cette liste au Président de la Commission chargée des organisations dans les délais qu'il a fixés.

Le Président de la commission chargée des organisations et le Secrétaire général déterminent, en fonction des souhaits des membres du Comité directeur départemental, les délégations aux différentes épreuves.

La liste des délégations doit être soumise à l'approbation du Comité directeur départemental.

### **Article 39 – Missions**

Le délégué du Comité départemental est chargé :

- des relations avec les organisateurs ;
- de la préparation et de l'organisation du déplacement ;
- de la répartition des dépenses et de l'établissement du bilan ;
- de la représentation du Comité départemental dans le cadre de l'épreuve ;
- de la liaison entre les organisateurs, les joueurs et les techniciens ;
- de la rédaction d'un compte rendu pour le Comité directeur départemental.

## **5 - LES SALARIÉS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES DÉPARTEMENTAUX**

### **Article 40 – Composition**

Les services départementaux sont chargés du bon fonctionnement administratif, financier et technique du Comité départemental sous l'autorité du Président du Comité départemental et les responsabilités du Secrétaire général et du Trésorier général.

Ces services disposent, pour ce faire, du personnel appointé dont le statut et les rémunérations sont fixés par le Président du Comité départemental avec le Secrétaire général et le Trésorier général.

### **Article 41 – Missions**

#### **LE SECRÉTARIAT ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Il est chargé d'assurer le fonctionnement administratif et financier du Comité Départemental sous l'autorité du Président du Comité départemental et les responsabilités du Secrétaire général et du Trésorier général.

Il dispose, pour ce faire, du personnel appointé dont le statut et les rémunérations sont fixés par le Président du Comité départemental en accord avec le Secrétaire général et le Trésorier général et après avis du Président de la Commission des finances.

#### **LES CADRES TECHNIQUES**

Le fonctionnement de la politique technique fixée par le Comité départemental est assuré par des cadres techniques professionnels et bénévoles.

Ils sont placés sous l'autorité du Président du Comité départemental et la responsabilité du Vice-Président qui en a reçu la charge.

Les missions confiées à chacun de ces cadres sont définies chaque année par le Comité directeur du Comité départemental en relation avec la Commission technique régionale et la Direction technique nationale.

Le statut et les rémunérations des cadres techniques professionnels sont fixés par le Président du Comité départemental en accord avec le Vice-Président responsable, le Secrétaire général et le Trésorier général, après avis de la Commission des finances et en fonction des critères fixés par la Convention Collective Nationale du Sport (CCNS).

## **6 - LA DISCIPLINE**

### **Article 42 – Transmission**

Tout fait contraire aux règles posées par les statuts et règlements généraux du Comité départemental est susceptible de faire l'objet de poursuites disciplinaires.

Le dossier est transmis par le président du Comité départemental au président de la ligue, ce dernier étant, conformément à l'article 10 du règlement disciplinaire de la FFTT le seul à pouvoir engager des poursuites.

## **7 – VÉRIFICATEUR AUX COMPTES**

### **Article 43 – Nomination**

La nomination d'un vérificateur aux comptes et d'un suppléant est soumise à l'approbation de l'Assemblée générale. La durée de sa mission est de 4 ans. Son remplacement est fait dès que nécessaire pour quelque vacance que ce soit et soumis à l'approbation de la plus proche Assemblée générale départementale.

### **Article 44 – Mission**

Le vérificateur et son suppléant aux comptes assume sa mission selon les directives et obligations qui découlent des lois en vigueur.

Ils sont chargés :

- de vérifier les livres et valeurs du Comité départemental des Deux-Sèvres et de contrôler la régularité des comptes ;
- de vérifier la sincérité des informations données sur les comptes du Comité départemental dans le rapport du Trésorier général ;
- de révéler les faits délictueux dont ils auront connaissance ;
- de vérifier la régularité et la sincérité des comptes ;
- de vérifier non seulement la sincérité des informations données sur les comptes, mais aussi sur la situation financière du Comité départemental des Deux-Sèvres ;
- enfin, d'établir et de présenter un rapport détaillé de leurs investigations lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes du Comité directeur et de son Trésorier général.

A cet effet, ils se réunissent au siège du Comité départemental au moins un mois avant la date fixée pour l'Assemblée générale.

Le Trésorier Général doit leur donner communication de tous les comptes de l'exercice clos, ainsi que des pièces comptables s'y rapportant et leur fournir toutes les explications à ce sujet

## **8 - LE MÉRITE DÉPARTEMENTAL**

### **Article 45 – Fonctionnement**

Le Conseil de l'Ordre départemental est composé :

- du Président du Comité,
- de 3 membres désignés pour une olympiade par le Comité Directeur Départemental parmi les membres titulaires de la médaille d'Or Départementale ou sur proposition du Président du Comité départemental et d'un membre du comité directeur faisant office de Président qu'il propose pour approbation au Comité directeur.

Le Conseil de l'Ordre départemental a la charge d'étudier candidatures reçues et de transmettre ses conclusions au Comité directeur départemental pour attribution des différentes distinctions.

Ce processus sera suivi pour l'attribution des deux grades du Mérite départemental : Argent, Or.

45.1. Pour pouvoir prétendre à la médaille d'argent, sans que cela ne puisse jamais être un droit, l'intéressé(e) devra être élu(e) ou membre au sein d'un club depuis au moins 7 ans.

45.2. Pour pouvoir prétendre à la médaille d'or, sans que cela ne puisse jamais être un droit, l'intéressé(e) devra être titulaire de la médaille d'argent depuis au moins trois années et avoir continué son action.

45.3. Des attributions exceptionnelles pourront être accordées, sous proposition du président de la commission, par le Comité Directeur Départemental pour des actions spécifiques, ou des services particuliers rendus à la cause du Tennis de Table. Bien entendu, dans ces derniers cas, l'obligation de durée n'est pas nécessaire.

45.4. Les associations transmettent au Comité les candidatures potentielles. Celles-ci doivent comporter les éléments essentiels et motivés qui peuvent influencer dans la décision d'attribution qui sera prise par le Conseil de l'Ordre Départemental.

## **TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 46 – Cas non prévus**

Pour tous les cas non prévus ou non mis à jour dans le présent règlement intérieur, il est fait application du Règlement intérieur de la Fédération française de tennis de table.

### **Article 47 – Modification du règlement intérieur**

Le règlement intérieur peut être modifié par l'Assemblée générale à la demande du Comité directeur départemental.

Dans ce cas, l'ordre du jour doit comporter les propositions de modifications et être adressé aux représentants des associations sportives affiliées, telles que définies à l'article 5 des statuts du Comité départemental, un mois au moins avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée générale.

### **Article 48 – Application**

Le présent règlement intérieur des Deux-Sèvres de tennis de table en date du 15 juin 2019 annulent et remplacent ceux adoptés par l'Assemblée générale du Comité départemental des Deux-Sèvres de tennis de table en date du 6 janvier 2017.

Ils sont applicables à compter du 17 juin 2019.

Vincent LORIOU  
Le Président du Comité départemental

David LORIOU  
Le Secrétaire Général du Comité